

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°341 – VENDREDI 26 JANVIER 2018

LE POIVRIER

Wauquier l'a dit :
"la droite est de retour"
On nous dit jamais rien !
Elle était partie ? ●

AGENDA MILITANT

→ 29 janvier

Bordeaux [Que reste-t-il de la classe ouvrière ?](#)

→ 31 janvier

Rennes [Quelles alternatives pour l'hôpital](#)

→ 6-11 février

Bordeaux [La classe ouvrière, c'est pas du cinéma](#)

→ 8 février

Paris [Une industrie automobile : qui conduit ?](#)

→ 8 févr.-12 avril

Gennevilliers/Paris [Bicentenaire de Marx](#)

→ 10 février



Notre-Dame-des-Landes [Enracinons l'avenir](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Emancipation**

[Mai 68... aujourd'hui](#)

→ **Travail Salarial**

[Un modèle de salaire continué pour tous,](#)

Nicolas Castel

Qui a peur d'une GPA altruiste et encadrée par la loi ?

La gestation pour autrui (GPA) mérite un vrai débat. De quoi parle-t-on ? De la possibilité, pour des parents intentionnels, de recourir à une femme gestatrice. Assimiler, par principe, cette possibilité à une marchandisation du corps et opposer les droits de l'enfant à un pseudo "droit à l'enfant" relève de la caricature.

D'abord, le désir d'enfant, le souhait d'assumer un lien parental et une filiation n'ont rien d'illégitime. Cette aspiration n'est nullement contradictoire, au contraire, avec la volonté de veiller à la qualité de vie de l'enfant né d'une mère porteuse (comme pour tout enfant). Ensuite, une gestation pour autrui altruiste est tout à fait crédible. Et réduire la GPA à une inévitable exploitation de femmes pauvres par des riches relève du fantasme, que démentent les associations¹. S'agissant de lutte des classes, on peut d'ailleurs inverser le raisonnement : en l'absence de loi, ce sont toujours les plus pauvres qui n'accèdent pas à la GPA, ou qui sont victimes de la GPA lucrative, tandis que les plus riches trouvent toujours le moyen, quand ils le souhaitent, de contourner la loi.

En réalité, la gestation pour autrui est déjà un fait. Il est illusoire de dresser des frontières entre les pays, avec leurs cortèges de drames individuels - comme celui de la non reconnaissance des enfants nés de GPA à l'étranger. Au contraire, il faut décider d'une « *régulation internationale de la GPA* », réclamée par la sociologue et féministe Irène Théry, favorable à une GPA éthique². Au lieu de diaboliser la GPA, il faut prendre en compte les évolutions anthropologiques déjà en cours : recomposition de la famille, de la parentalité, de la filiation et de l'éducation. Et lorsque près de deux tiers des citoyens se déclarent favorables à la GPA³, il faut s'interroger : est-ce la société qui dérive vers un chaos éthique ou n'est-elle pas en avance sur des institutions ou des forces politiques qui tournent le dos à ces aspirations émancipatrices ?

● Gilles Alfonsi



1. Voir le site de l'Association des familles homoparentales (ADFH), [ici](#).

2. Lire l'entretien, [ici](#).

3. Lire l'étude de l'Ifop, [ici](#).

israélien, il est plus aisé de faire croire que les critiques ne sont pas émises pour des raisons politiques mais par antisémitisme. C'est également une façon d'empêcher le débat. (...) L'occupation d'un territoire par un pays était difficilement acceptable au XX^e siècle, elle l'est encore moins au XXI^e siècle ».

Tartufferies. Le Président directeur général de la France a, selon les télévisions officielles, marqué des points ces jours-ci en réunissant le 22 janvier 140 représentants de multinationales... au Château de Versailles s'il vous plaît. Il s'agissait d'une opération séduction (sic), car comme on le sait, les actionnaires mènent habituellement leurs affaires sur la base des caresses orales, formulée en anglais bien sûr, de nos dirigeants. Les premiers effets de la mobilisation présidentielle se feraient déjà sentir, avec l'annonce de projets d'investissement pour un montant total de 3,5 milliards d'euros et pouvant générer 2 200 emplois en cinq ans (deux fois moins que le nombre de postes en voie de suppression dans les magasins Carrefour). Quant au sommet de Davos, Emmanuel Macron l'aura marqué d'une empreinte particulière en critiquant vertement les inégalités liées à la mondialisation. Sans blague !

Mobilisation. Les 7 départements d'Île-de-France se mobilisent, face à l'hypothèse d'une annonce prochaine par Emmanuel Macron de leur suppression (lire notre dossier, [ici](#)). Après un rassemblement le 31 janvier à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 7 février, ils organiseront une "journée sans département", pour « *montrer aux usagers l'impact d'une éventuelle fermeture des services départementaux* » et des rassemblements devant les préfectures. Des milliers de participants sont d'ores et déjà attendus.



Bouillonnement. Meeting sur le thème "La sélection n'est pas la solution",

Coup de torchon



La possibilité d'une autre île

Voici donc un Président de la République et un Premier ministre favorables à la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, bardés d'un référendum et de recours associatifs annulés, qui viennent de renoncer à ce projet. Au-delà du « *bâton merdeux refilé par Hollande* », pour reprendre l'élégante expression d'un ministre¹, la peur d'affrontements comme pour le barrage de Sivens, abandonné après la mort de Rémi Fraisse, n'est pas pour rien dans ce dénouement. Dans cette affaire, le pragmatisme aura été du côté des "pouvoirs" publics et l'utopie réaliste du côté des zadistes.

Si le renoncement gouvernemental en rappelle d'autres (la centrale nucléaire de Plogoff en 1981), il signe aussi une nouvelle époque. Celle du refus grandissant de modes d'exploitation productivistes de l'environnement et de l'humain. Celle de la question des biens communs et de l'intérêt général, qui n'est plus au cœur de l'État, mais dans les têtes et les mains citoyennes. Les terres, leurs usages, leur aménagement, leur propriété sont désormais des enjeux publics, philosophiques et politiques.

Présentés comme de dangereux anarchistes par les acharnés de l'ordre, on doit d'abord dire merci aux zadistes. Représentent-ils à eux seuls "l'intérêt général" ? Cela mérite débat. Mais sans eux, des sols arables et des lieux écologiquement fragiles auraient été saccagés, un aéroport économiquement contesté aurait vu le jour, l'alternative terrienne et aérienne n'aurait pas existé.

La ZAD (Zone Agricole à Défendre) deviendra-t-elle une Zone Auto-organisée et Démocratique ? C'est peut-être le défi posé par cette victoire. « L'inaccompli bourdonne d'essentiel », disait René Char.

● Philippe Stierlin

1. *Le Canard Enchaîné* – 17 janv. 2018

constitution d'une coordination nationale de l'éducation pour lutter contre le projet de loi ORE et le déploiement de la plateforme ParcoursSup... le monde universitaire commence à se mobiliser face à la politique gouvernementale. Un appel à la mobilisation a été lancé, sur le mode : « *S'opposer à cette loi par tous les moyens légaux est une ardente obligation : il y va de l'égalité de toutes et tous pour l'accès à la connaissance, à la formation et à la culture* ». Le texte intégral est [ici](#). Lire aussi le point sur la mobilisation sur le site du Snesup, [ici](#).

Autisme. Un énième rapport vient confirmer le déficit de connaissance de l'autisme. Rendu public par la Cour des comptes, il souligne surtout les failles persistantes de la prise en charge des personnes autistes en France, qu'il

s'agisse de l'insuffisance des diagnostics ou des modes d'accompagnement. De fait, le bilan des différents plans gouvernementaux - trois depuis 2005 - est jugé « *assez décevant* » : la scolarisation des élèves autiste est « *encore difficile* » et « *dès l'école maternelle, l'inclusion est une perspective éloignée pour un tiers des enfants avec un trouble du spectre autistique* ». Notons que la Cour recommande la fermeture de places d'hébergement dans le sanitaire au profit d'un accompagnement plus inclusif à l'école, faisant l'impasse sur le fait que, vu l'immensité des besoins, c'est l'insuffisance globale de la mobilisation et des moyens qui pose problème. Par ailleurs, la Cour des comptes se fait le chantre d'une prise en charge marginalisant la psychanalyse, au profit des approches comportementalistes.

Délicieux

Un polar rouge



Les Morts sont sans défense, roman de Philippe Stierlin, paraît le 10 février dans la collection Polar rouge des éditions Arcane 17.

Nous sommes un soir d'hiver. Un corps tombe d'une tour de La Défense. Crime ? Suicide ? Un homme en connaît la raison. Son histoire est jalonnée d'autres morts. Les îles l'attirent, jusqu'aux antipodes. L'injustice le hante.

À Paris, le commissaire Jasper s'ennuie. Le cadavre de La Défense est patron d'une multinationale. Il sera donc pour lui. Son enquête le plonge au cœur du monde des affaires et de ses secrets, au sein duquel la souffrance des cadres est une marque de fabrique. Il va devoir jouer serré... Un roman policier qui soulève le couvercle de la marmite sous un angle inattendu. Un livre pour que viennent les jours heureux.

Philippe Stierlin, dont vous avez pu lire les billets et articles dans Cérises, est membre de notre rédaction. Connaisseur du monde de l'entreprise, il a aussi été élu à la Culture dans le 3^e arrondissement à Paris. Son premier roman, Une Mort si tranquille, est paru aux éditions du Losange en 2009.

Écrire, résister, créer : l'auteur est disponible pour des initiatives ou des débats autour de ce roman ou de ses thèmes.

Les Morts sont sans défense éd. [Arcane 17](#), 299 pages, 21 €.



Importunisme. Dans *Le Monde* du 22 janvier, Clémentine Autain signe une tribune intitulée "La 'liberté d'importuner' n'est rien d'autre qu'un privilège masculin". Elle rappelle notamment : « *En matière de séduction et de sexualité comme dans la société tout entière, il n'y a pas d'égalité entre hommes et femmes. Les 100 femmes de la tribune font l'impasse sur cette donnée fondamentale. Elles développent une argumentation à sexe unique. Un homme qui frotte une femme dans le métro manifesterait ainsi sa "misère sexuelle". Des femmes frottent-elles couramment des hommes dans le métro ? Ces derniers n'ont pas l'air de redouter la main aux fesses quand ils entrent dans un wagon bondé. Est-ce parce que les femmes ne connaissent pas la misère sexuelle ? Je n'ose croire que les signataires de la tribune l'envisagent. Cet exemple illustre l'impensé de ces détractrices de #metoo : l'asymétrie entre les sexes* ».

Violences sexuelles. Le ministère de l'Intérieur vient d'indiquer que le nombre de viols et celui des agressions sexuelles rapportés aux forces de l'ordre sont fortement augmentés en 2017, en particulier au cours du dernier trimestre. Selon les spécialistes, le mouvement #Balance-tonporc a créé un terrain favorable pour que les victimes portent plainte et aussi pour une prise en compte plus exhaustive par les services de police. Dans un tiers des cas de viols, l'auteur fait partie de la cellule familiale.

Toxique. À l'heure où de nombreux pays décident ou débattent de la dépénalisation de l'usage du cannabis, voire décident d'en légaliser la consommation, Eric Poulliat (En marche !) et Robin Reda (LR), députés, proposent, eux, une nouvelle forme de pénalisation : l'instauration d'une amende forfaitaire ou d'une simple contravention, à la place de l'actuelle législation ultra-répressive

(l'usage est théoriquement passible d'un an de prison et de 3 750 euros d'amende). Les avantages de cette proposition, aux yeux de ses auteurs ? Désengorger les commissariats et la Justice, maintenir un (semblant d') interdit et... faire rentrer des sous dans les caisses de l'État. Ainsi va le déni parlementaire : on continue de prévoir une répression de masse lorsqu'il faudrait mettre le paquet sur la prévention des usages lourds et sur l'accompagnement sanitaire des personnes dépendantes. Pendant que les institutions grenouillent, 1,4 million d'utilisateurs réguliers et 700 000 consommateurs quotidiens continuent de fumer leurs joints.

Révolution 68. Anciens dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire, Alain Krivine et Alain Cyroulnik viennent de publier dans *Le Monde* une tribune intitulée "Eh bien non, nous n'allons pas enterrer Mai 68". Ils soulignent notamment : « *Mai 68 n'était pas qu'une simple saute d'humeur et une crise de puberté. Il n'était pas et n'est pas compatible avec les reniements, les petites combines. Il n'était pas consensuel, et ne l'est toujours pas. Il n'était ni cocardier, ni libéral. Notre génération, née de la seconde guerre mondiale, s'est dressée contre les affres de la guerre d'Algérie et du Vietnam. Les guerres que mènent aujourd'hui les pays occidentaux, dont la France, en Afrique ou au Moyen orient, nous donnent toujours et encore la nausée. Nous voulions un monde qui ne soit ni aux ordres de Washington ou de Moscou et nous voulions redonner au socialisme son visage humain. Le visage hideux du capitalisme nous répugne tout autant qu'hier* ». Un bémol : tout à leur volonté de célébrer les « *10 millions de grévistes qui occupent leurs usines drapeaux rouges en tête* », ils dévalorisent la libération sexuelle.

Antisémitisme. Alain Soral pourrait bien passer quelques temps derrière les barreaux. Il était poursuivi pour provocation à la haine à la suite de la diffusion d'un montage photo antisémite. Cinq mois de prison ferme ont été requis par la Procureure. Jugement le 20 mars. ●

ANC : un nouveau président ne fait pas le printemps

La situation sud-africaine ne s'est guère améliorée depuis le paysage qu'en dressait dans nos colonnes Jacqueline Derens . L'auteure fait aujourd'hui le point sur les dérives et fragilités de l'ANC, l'organisation au pouvoir.



“Lancement, bon sang, lancement !”, Zuma essayant vainement de se mettre en orbite (parodie d'un lancement de fusée aux USA du nom de Zuma).

L'année 2017 fut rude pour l'Afrique du Sud : marasme économique ; chômage massif, scandales en tout genre et pour finir une conférence nationale du parti au pouvoir, l'*African National Congress* (ANC), qui a failli ne pas avoir lieu sur fond de désaccords profonds, luttes de factions et tractations de la dernière heure pour élire une nouvelle direction. L'année 2018 s'annonce difficile et Cyril Ramaphosa, le nouveau capitaine du navire en perdition, pourra-t-il tenir le cap jusqu'aux élections générales de 2019 ?

Pillage des richesses et népotisme

La préparation de la 54^e conférence nationale de l'ANC s'est faite dans un climat pourri sur fond de scandales dont on ne sait lequel fut le pire : le pillage des entreprises publiques par la famille Gupta et leur copains, dont Duduzane Zuma, fils du Président Zuma ; la nomination des favoris de la famille Gupta à des postes ministériels ; les scandales des sociétés privées de communication ou d'audit comme Bell Pottinger ou KPMG ; des assassinats de militants de l'ANC au Kwazulu Natal ou la nomination des délégués à la dite conférence sur fond d'intrigues entre factions pro ou anti Zuma.

Les deux candidats en lice pour succéder à Jacob Zuma à la présidence de l'ANC incarnaient pour Nkosizana Dlamini-Zuma la continuation de la politique menée par son ex-époux avec les mêmes méthodes maffieuses du pillage des richesses du pays, et pour Cyril Ramaphosa, le milliardaire redevenu militant politique, la lutte contre la corruption et la restauration des valeurs qui ont fait la gloire de l'ANC : dévouement, abnégation pour améliorer le quotidien de tous les citoyens, en particulier, les pauvres, les femmes et les jeunes.

Le soutien à Cyril Ramaphosa s'est élargi au fil des mois. Pour les festivités du 1^{er} mai, la centrale syndicale COSATU avait fait savoir qu'elle ne souhaitait pas la présence et encore moins un discours du Président Zuma. Une claque après celle infligée par la famille du vétéran Ahmed Kathrada qui avait fait savoir à Jacob Zuma qu'il n'était pas le bienvenu aux funérailles du compagnon de bain de Nelson Mandela. Depuis la centrale a affirmé son soutien à l'ancien syndicaliste devenu millionnaire. Macdo en Afrique du Sud, c'est lui, plus quelques actions chez Lonmin et Glencore.

Refondation politique ?

Le SACP, Parti communiste sud-africain, est lui aussi en grand froid avec son allié traditionnel, l'ANC. Au cours de sa conférence du mois de juillet, les délégués ont ouvertement exprimé le souhait d'en finir avec cette alliance. « *Nous n'avons aucune raison de rester dans une alliance si nous ne pouvons pas travailler ensemble sur les sujets les plus importants* », a déclaré Blade Nzimande, le secrétaire général du parti. Un peu plus tard, dans une conférence de presse, Jeremy Cronin a enfoncé le clou en déclarant : « *L'ANC rêve, s'il pense obtenir 50 % des voix aux prochaines élections* », et de renouveler l'exigence du départ de Jacob Zuma et de sa clique d'affairistes véreux que le parti communiste a été un des premiers à dénoncer.

Pour la première fois depuis 1994, le SACP a présenté une liste de candidats à des élections partielles dans la municipalité de Metsimaholo, dans la province de l'État libre, une province pro-Zuma où les scandales de corruption et de détournements de fonds publics au profit du clan Gupta ont fait florès. Trois candidats ont été élus sous la bannière du SACP. Au dernier Congrès, le parti a élaboré



Le taux de chômage a atteint 36,4 % en avril 2017 (bureau national des statistiques, *Statistics South Africa*) : manifestation à Pretoria devant le siège du gouvernement "Zuma, Gupta : sortez !"

une feuille de route pour la création d'un front populaire regroupant les forces démocratiques allant des syndicats aux organisations de la vie civile. *Save South Africa*, une nouvelle formation qui regroupe des anciens militants de l'ANC, des vétérans, les Églises, des personnalités, estime que la décomposition de l'ANC a atteint un point de non retour et pour reprendre l'image employée par un de ses responsables : « *si vous prenez un gâteau pourri et que vous le recouvrez d'un glaçage, cela ne change rien, le gâteau est toujours pourri* ». Même avec une cerise !

La création d'un nouveau parti à gauche de l'ANC est en gestation depuis la scission au sein de la COSATU, quand le syndicat des métallurgistes (NUMSA) avait décidé de ne pas faire campagne pour l'ANC aux élections de 2014, ce qui lui avait valu l'exclusion en novembre de la même année. Pour le moment il n'a pas réussi à s'imposer sur l'échiquier politique. L'autre option serait le large front populaire que le SACP a inscrit dans sa feuille de route pour les élections de 2019. Mais dans l'immédiat reste à voir comment le SACP va se positionner par rapport à la nouvelle direction de l'ANC et par rapport à ligne politique qu'entend suivre Cyril Ramaphosa.

Dès l'annonce de la victoire de Cyril Ramaphosa à la tête de l'ANC, de nombreux commentateurs n'ont pas hésité à parlé de « *calice empoisonné* » ou d'« *équilibre sur une corde raide* » pour exprimer la dureté de la tâche qui attend celui qui succède à Jacob Zuma à la tête d'un parti largement discrédité dans l'opinion publique sud-africaine.

Une organisation fragilisée

La nouvelle direction de l'ANC reflète parfaitement la division du parti : trois

élus pro Zuma et deux autour de Cyril Ramaphosa. Le secrétaire général Ace Magashule est notoirement connu pour ses liens avec la famille Gupta et l'arnaque à la création d'une laiterie qui n'a jamais produit ni crème, ni beurre, mais a ruiné des petits fermiers qui croyaient au miracle. David Mabuza, le vice-président est un habile renard politicien qui avait choisi de ne faire campagne ni pour l'un ou l'autre des candidats à la présidence, préférant choisir un candidat « *pour l'unité* », une façon habile de ne pas prendre parti et de se poser en arbitre entre les deux factions. Jessie Duarte, la seule femme ayant un poste de dirigeant, est une proche de Jacob Zuma et ses liens avec la famille Gupta sont connus. Dans ces conditions, comment gérer le départ de Jacob Zuma, que tout le monde souhaite, mais toujours remis à plus tard avec des arguties sur le *modus operandi* : destitution ? départ volontaire ? motion de défiance au parlement ? Départ avec un pactole pour une retraite dorée ? Ce départ est un des éléments de la grande campagne de nettoyage contre la corruption que veut entreprendre le nouveau patron de l'ANC.

Défis sociaux et économiques

Le grand nettoyage que tout le monde attend devrait être accompagné de solutions pour des problèmes de fond qui n'ont jamais été résolus depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC et qui ont alimenté la montée du populisme avec une rhétorique révolutionnaire : restitution des terres sans compensation et haro sur le capitalisme blanc. Sachant que Cyril

Ramaphosa est un des nouveaux capitalistes noirs qui ont largement profité de la discrimination positive (*Black Economic Empowerment*), on peut se demander quelle marge de manœuvre il aura pour répondre à ces deux questions. Déjà il a annoncé et redit dans son discours du 8 janvier, jour anniversaire de la création de l'ANC en 1912, que la restitution des terres sans compensation doit garantir la sécurité alimentaire et se faire sans violence, et il a promis la transformation radicale de l'économie, dont personne ne sait en quoi cela consiste exactement. Il a pris soin de s'adresser à tous les citoyens sud-africains, des chefs coutumiers au monde des affaires, en assurant que l'ANC était le parti de tous les Sud-Africains. Après un discours courtois et consensuel, il lui faudra faire un habile dosage pour satisfaire ceux qui n'ont rien et demandent leur part du gâteau et ceux qui ont tout et veulent le garder. Entre populisme et réalisme il lui faudra choisir en évitant les écueils qui ne vont pas manquer de surgir sur sa route.



● Jacqueline Derens

Jacqueline Derens (voir son blog [ici](#)) est l'auteure de *L'Année Mandela* (1990, Editions Messidor, épuisé), *Nous avons combattu l'apartheid* (2006, Éditions Non Lieu), *Dulcie September : une vie pour la liberté* (2013, Éditions Non Lieu), *Les voix des veuves de Marikana* (2015, Éditions Clara Magazine).

Lire le dossier "La nation arc-en-ciel dans la tourmente", *Cerises* n°309 6 janvier 2017, [ici](#).

“En même temps” est à nous !

C'est une des rares choses qui rendait Macron sympathique. Sa fameuse formule “en même temps”. Par cette formule, on a beaucoup dit que se signalait sa proximité avec le philosophe Paul Ricoeur. Le philosophe protestant est en permanence dans ce mouvement. Pour étudier une question, il discute beaucoup les réflexions et les auteurs déjà présents sur le sujet. Il le fait de manière généreuse : il cherche à réellement comprendre et à voir ce qu'il y a de positif dans leurs pensées. Cela oblige à prendre en compte “en même temps” une multiplicité de points de vue souvent contradictoires. Le verbe qui va avec “en même temps”, est “tenir” : tenir une idée et une autre, une valeur et une autre, une réalité et une autre. Ayant construit sa pensée dans les années 1930 à 1950, il a vu les ravages d'une pensée de “camp” qui rend tout simple et simpliste. Il défend la nécessité de complexifier l'analyse de la réalité.

Le “en même temps” n'est pas seulement ricoeurien, loin de là. On peut lui trouver des airs très marxistes. La dialectique marxiste est une manière de tenir en même temps les réalités qui échappent aux humains et celles qu'ils essaient de transformer. Le mouvement de l'économie et celui des idées. Être pris par l'idéologie et mener la bataille des idées. Faire l'Histoire et ne pas savoir l'Histoire que l'on fait. Analyser suffisamment les choses pour atteindre leurs contradictions. Cela est particulièrement vrai des phénomènes sociaux. Par exemple de la religion, opium du peuple et en même temps soupire de la créature opprimée...

On peut avoir peur que cela soit paralysant. Aboutissant à des compromis mous. Au contraire, on peut y voir l'occasion d'avoir une analyse suffisamment profonde pour appliquer des changements qui transforment réellement la réalité, qui ne s'arrêtent pas à la surface. La radicalité, n'est-ce pas s'attaquer à la racine et réaliser qu'il s'agit de rhizomes enchevêtrés ? Dans l'approche

de Paul Ricoeur, la réponse à la prise en compte de deux aspects contradictoires d'une réalité n'aboutit pas à un compromis mou entre les deux. La réponse à la tension n'est pas l'entre-deux mais l'invention. Inventer une autre réponse qui dépasse la contradiction.

N'est-ce pas d'ailleurs ce que font les bons négociateurs ? Chacun arrive dans la discussion avec ses demandes. Mais chacun sait dire les intérêts qui sont derrière ses demandes et sait entendre la même chose chez l'autre. Ensemble, on invente des solutions qui sont souvent éloignées des demandes de départ mais qui répondent aux intérêts de chacun sans léser les intérêts de l'autre.



Si Macron avait été réellement porteur d'un “monde nouveau”, sans doute aurait-il appliqué ce “en même temps”. Il en est bien loin, qu'il s'agisse de l'humanité et de la fermeté en matière d'immigration, de la

sécurité et de la flexibilité dans le monde du travail, etc. Il n'y a même pas place à de vrais négociations. Cela ne donne même pas lieu à des compromis ou des demi-mesures. La loi travail est allée plus loin que toutes les lois précédentes dans la flexibilité et celle sur l'immigration s'apprête à être une des plus dures depuis longtemps.

On devrait élever un monument aux belles expressions tuées par les dirigeants politiques. Après la présidence Macron, il faudra sans doute y inscrire, à côté de “réforme” et “sociale-démocratie” ceux de “bienveillance”, “transformation” et... “en même temps” ? À moins de la sauver en lui faisant place dans les ustensiles de notre cuisine politique alternative !

● Stéphane Lavignotte



De Lévi-Strauss à Johnny

Détour par la notion de culture

Il y a, on le sait, au moins deux grandes conceptions de la culture. Tout d'abord, celle qu'on pourrait dire classique, et qui a longtemps été la conception dominante. C'est une conception restreinte, même si son périmètre a évolué au fil du temps pour englober finalement non seulement ce qu'on appelait les «humanités», mais aussi la culture scientifique et les arts, voire le sport, comme culture du corps. Cette conception classique nous vient de l'Antiquité. C'est Cicéron qui dans *Les Tusculanes* est un des premiers à la formuler : « *Un champ, si fertile qu'il soit, ne peut être productif sans culture, et c'est la même chose pour l'homme sans enseignement* ». Dans cette acception, la culture renvoie à la fois à l'effort des individus pour s'éduquer (ce que les Allemands nomment *Bildung*) et au thesaurus des œuvres de l'esprit accumulées par l'humanité au cours de son histoire et qui forme le legs transmis de génération en génération. Dans cette vision, défendue par de nombreux philosophes, la culture est ce qui s'oppose à l'état de nature et permet à l'homme de progresser. Le marxisme de Marx est largement héritier de cette conception classique, car il inscrit sa vision de l'Histoire dans la perspective d'un progrès général de la civilisation humaine.

Mais le mot culture se prête à d'autres interprétations. Il vient du latin *colere*, qui désignait à la fois l'acte de cultiver la terre et celui de célébrer. D'où la proximité linguistique en français entre l'agriculture, la culture et les cultes... Cette ambiguïté, ou ce champ élargi, se retrouve dans la conception de la culture que l'anthropologie a fait émerger au XX^e siècle. Ainsi, pour Claude Lévi-Strauss : « *Toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion. Tous ces systèmes visent à exprimer certains aspects de la réalité physique et de la réalité sociale, et plus encore, les relations que ces deux types de réalité*



« ...la culture englobe et imprègne tous les actes de la vie sociale. »
Pétroglyphe de la réserve de Gobustan, Azerbaïdjan, 10 000 avant notre ère.

entretiennent entre eux et que les systèmes symboliques eux-mêmes entretiennent les uns avec les autres ».

Dans cette conception, non seulement la culture englobe et imprègne tous les actes de la vie sociale, mais elle définit aussi l'identité d'une société. Cette notion élargie de la culture a contribué à faire reculer le racisme et à mettre en évidence la valeur des civilisations des peuples qu'on n'ose plus dire «primitifs», mais «premiers». D'autant qu'elle a coïncidé avec la prise de conscience que le progrès matériel dans nos sociétés se payait de nombreuses pertes, par exemple de l'esprit solidaire de la communauté, du sens du don, du sens de l'appartenance de l'Homme à la nature et au cosmos...

Cela s'est accompagné d'une critique structuraliste du marxisme, perçu comme euro-centré et prônant une vision linéaire du progrès. Selon Lévi-Strauss, le « *marxisme est une ruse de l'Histoire pour occidentaliser tous les peuples* ». Ce qui contenait un grain de vérité.

Mais, en contrepartie, cette vision structuraliste a nourri une conception a-historique de la culture et un relativisme culturel aujourd'hui très répandu, relativisme qui, au nom du fait que toutes les cultures se vaudraient, aboutit en pratique à désarmer le combat nécessaire pour le progrès, l'émancipation, l'universalisme.

Sans doute aurions-nous besoin d'une conception plus dialectique, qui comprenne la culture à la fois comme fait sociologique, définissant une identité, mais aussi, et contradictoirement, comme un processus d'auto-éducation, qui nous permet de progresser, collectivement et individuellement.

L'Histoire n'est pas linéaire mais elle existe et, dans son développement, elle acquiert un sens. Tous les peuples ne sont pas obligés d'emprunter le même chemin mais tous sont confrontés au besoin d'évoluer.

La mondialisation qui pousse à l'uniformisation culturelle, est un fait suffisamment massif pour que l'on s'interroge sur le devenir de la culture comme trésor accumulé par l'Histoire des peuples, dans leur multiplicité et leur diversité. C'est un domaine où les jugements de valeur non seulement ne peuvent pas être écartés mais s'imposent.

Plusieurs événements, qui ont marqué la fin de l'année 2017, donnent à réfléchir de ce point de vue. Prenons-en seulement un.

L'enterrement de Johnny Hallyday

Nous sommes de ceux qui écoutaient, appréciaient et même aimaient ce chanteur. Il n'était pas qu'une «bête de scène», d'un métier et d'une longévité exceptionnels ; il a su aussi être porteur de quelque chose qui le dépassait. La foule présente à son enterrement le dit. Ce quelque chose n'est pas facile à définir. Cela tient non seulement au fait qu'il a été de ceux qui ont acclimaté le rock en France, mais aussi au fait qu'il a su incarner une certaine culture de la jeunesse populaire, voire ouvrière. (Pas du tout, pour autant, révolutionnaire, ni même contestataire). Une culture à la fois virile mais prônant une image romantique de l'amour, de la passion et du drame... Il s'est ainsi inscrit (avec ses paroliers et musiciens) dans toute une tradition de la chanson et de la culture françaises dont c'est le fil rouge. Il y a de ce point de vue une certaine continuité entre Edith Piaf et Johnny Halliday.

Bien sûr, cette culture n'est pas aujourd'hui le fait de tous. Ce réac' de Finkelkraut n'a pas manqué de le faire remarquer. La France qui est descendue dans la rue est sans doute, en partie, plutôt celle qui se sent bousculée dans son identité, par la mondialisation, l'immigration, le rap... tous phénomènes confondus... (Ce qui est un paradoxe à propos d'un chanteur qui a importé tant de standards américains.)

Mais si nous l'avons bien aimé, nous sommes aussi de ceux qui ont jugé qu'on en faisait beaucoup et qui ont eu du mal à supporter la surenchère dans l'éloge funèbre auquel on a assisté.

Il y a eu émotion populaire, mais il y a eu aussi orchestration par les médias. Voire tentative de manipulation par l'État. Ce fut un bel exemple de spontanéité dirigée, frisant le «panurgisme». Un moment de communion apolitique comme la République en connaît et en connaît de temps en temps.

Toute société a besoin de rituels qui permettent à la tribu de se rassembler. Maître Kong (Confucius) l'avait déjà dit... un peu avant Lévi-Strauss.

Ce qui mérite peut-être d'être noté, c'est que l'objet du rite change.

une époque où les industries culturelles modifient le rapport entre culture populaire et culture élitiste. La culture de masse est devenue la culture dominante. Le spectacle prime sur la création.

Des commentateurs ont comparé ses obsèques à celles de Victor Hugo. Du point de vue de la foule réunie, cela paraît en effet comparable. Et pourtant... Ce n'est pas faire offense à Johnny que dire qu'il n'était pas Hugo. Il ne fut ni un grand poète, ni un écrivain et un penseur hors du commun, ni un homme politique courageux qui aurait choisi le chemin de l'exil politique. (Son seul exil fut fiscal... Même si tout semble pardonné dans le deuil national).

Johnny n'était pas non plus auteur-compositeur ; il était interprète et comédien. Ce qui est déjà pas mal... Aujourd'hui, aucun grand poète ou penseur n'aurait pu recevoir un tel hommage populaire.

Voilà qui est révélateur d'une époque où les industries culturelles modifient le rapport entre culture populaire et culture élitiste. La culture de masse est devenue la culture dominante. Le spectacle prime sur la création. Dans tous les domaines. (Et même les politiques publiques des collectivités censées dirigées par des élus progressistes s'alignent sur cet impératif). C'est toujours *panem et circenses*... Et la culture se perd dans le culturel.

● Patricia Latour et Francis Combes

